



Inflation- récession: comment s'en sortir ?

Description

Dans la zone euro, l'Allemagne, et surtout la France, sont malheureusement en train de tomber en récession:

- chute de la production industrielle française, depuis juillet 2022
- entrée en récession dans les services, en France, depuis aout 2023

Au total : une récession relativement forte, de l'ordre de 4%, d'ici la fin de l'année.

Malgré la chute de la production dans toute l'Europe, l'inflation est toujours très forte. 5,7% en France actuellement (Eurostat).

La France redevient la lanterne rouge de l'économie mondiale, derrière l'Allemagne, le Royaume Uni, les Etats Unis, et même le Japon. En septembre, le niveau d'activité en France est équivalent à celui de novembre 2020, alors qu'à l'époque notre activité était pratiquement à l'arrêt, pour cause de Covid.

Conséquences immédiates de cette situation

Les défaillances d'entreprises augmentent fortement, y compris dans les segments des entreprises de plus de 100, 200 et 250 salariés.

Le chômage officiel est déjà à 7,4 % (Eurostat), dans la catégorie 1, et plus de 16% toutes catégories confondues.

Par ailleurs, le taux des obligations d'état français explose, frôlant les 3,3 %, contre zéro pour cent il y a 18 mois.

L'une des pires erreurs est de ne pas croiser les informations, et de prendre les informations des média- mainstream pour argent comptant.

Le gouvernement, et les médias aux ordres- n'ont fait preuve d'aucun jugement, ni d'aucune capacité d'analyse critique sur les réformes, la gestion du budget de l'Etat, le Covid, les relations avec la

Russie, le suivi aveugle des diktats de l'Otan, l'endettement à outrance à des taux négatifs ou proches de zéro, l'absence d'anticipation des conséquences de l'explosion des prix de l'énergie, qu'ils ont eux-même contribué à aggraver.

Dans ce cadre, avec une récession de plus en plus forte, une inflation élevée, des taux de refinancement élevés, comment se protéger ?

– A court terme, pour le pays, l'Etat français qui tourne autour du pot sur ce sujet, devra finir par s'affranchir, à l'instar des espagnols et des portugais, de l'application des directives européennes en matière de fixation des prix de l'électricité, ce qui se traduirait par une réduction substantielle de nos factures, dans le privé, les entreprises, artisans et commerçants.

L'Etat devra également établir des projets de budgets à l'équilibre, et non sur des bases qui ne font qu'aggraver les déficits publics.

Sur le plan individuel, il n'est pas conseillé d'investir dans des obligations d'Etat, (qui ne sont que des dettes, qui risquent de ne jamais être remboursées).

Il serait plus judicieux de privilégier l'achat de biens tangibles plutôt que l'accumulation de monnaies- papiers, qui ne peuvent que perdre en pouvoir d'achat, à terme.

Chanoine

Categorie

1. Économie

date créée

29 septembre 2023